

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38000 Grenoble

Grenoble, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS

ZI La Gloriette
B.P. 115
38160 Chatte

Références : Is-157-SPF
Code AIOT : 0006102863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS implanté ZI La Gloriette BP 115 38160 Chatte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS
- ZI La Gloriette BP 115 38160 Chatte
- Code AIOT : 0006102863
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOURBON AUTOMATIVE PLASTICS, intégrée au groupe PLASTIVALOIRE, exploite sur son site de Chatte des installations dédiées au moulage de pièces plastiques et à l'application de peinture. Les conditions de l'autorisation d'exploiter sont définies par les actes administratifs suivants : • l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) de mise à jour de classement n° 2014317-0049 du 13 novembre 2014, • l'APC n° 2009-00637 du 26 janvier 2009 (mise en place d'un schéma de maîtrise des COV), • l'APC n° 2006-09392 du 27 octobre 2006 (risque ATEX, débit et volume de rétention des eaux d'extinction, bilan de fonctionnement,...), • l'arrêté n°2006 du 14 mars 2006 (déclaration accompagnée d'une analyse de risque pour toute modification de la chaîne de peinture UNI1), • l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n°2002-12823 du 9 décembre 2002.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en conformité ATEX	AP de Mise en Demeure du 25/05/2023, article 1	Astreinte	6 mois
3	Emissions diffuses de solvant	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS n'est pas parvenue à respecter le délai fixé à l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure (APMD) du 25 mai 2023, à savoir le 1er septembre 2024, pour que le niveau de protection ATEX de ses installations soit compatible avec le zonage de l'établissement. Elle est parvenue à revenir à une situation de conformité partielle. En revanche, 2 postes onéreux (750 k€) et nécessitant l'arrêt de la ligne de peinture pour atteindre la conformité du site restent à faire.

L'Inspection des Installations Classées (IIC) a constaté qu'une barrière de prévention est en place dans les 2 zones ATEX encore non conformes. Il s'agit de détecteurs de gaz dont le contrôle semestriel est effectif. En outre, les nouveaux contrôles internes institués suite à l'APMD du 25/5/23 précité sont effectifs et l'exploitant propose de finaliser les travaux d'ici au 1er septembre 2026. Au vu de ce qui précède, l'IIC propose un arrêté préfectoral d'astreinte administrative de 50€/j à compter du 1/7/25.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en conformité ATEX

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, remplacement d'équipement aux normes ATEX
Prescription contrôlée : <p>La société BOURBON AUTOMATIVE PLASTICS qui exploite des installations de moulage de matières plastiques et d'application de peinture sur son site de CHATTE (38 160), ZI « La Gloriette », est mise en demeure de respecter d'ici au 1^{er} septembre 2024, l'article 2.6.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-12823 du 9/12/2002 .</p> <p>_____art 2.6.1.2 AP 9/12/02_____</p> <p><i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.</i></p> <p><i>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones. Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur. En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosibles, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée. Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité. Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi- permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Elles comprennent les zones de type I et II elles que définies par les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides et liquéfiés (arrêté du 9 novembre 1972).</i></p> <p><i>Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.</i></p>
Constats : <p>En préambule, il convient de rappeler que:</p> <ul style="list-style-type: none">• la ligne de peinture compte 3 cabines qui se succèdent "apprêt", "base" et "vernis";• les peintures utilisées sont exclusivement à base solvantées (20% extrait sec+80% solvant). De ce fait les rinçages des pistolets et bols de peinture sont réalisés avec un solvant;• les rinçages sont nécessaires entre chaque série et favorise l'atteinte du seuil de 15% de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE). Un changement de couleur peu survenue toute les 15 minutes• la peinture est projetée soit par un pistolet soit par un bol. <p>L'exploitant a présenté le macro-planning de mise en conformité qui affiche un retour à la conformité en décembre 2026, soit 1 an plus tôt qu'annoncé au courrier du 24/5/24. L'échéance pour le retour à la conformité a été fixée au 1/9/24 à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/5/23. Cette échéance ne sera pas tenue. Ce n'est pas satisfaisant. Néanmoins 1/3 des travaux majeurs a été réalisé (cabine de "vernis"), les 2/3 restants sont à finaliser sur les 2 années à venir. Un arrêt prolongé de la ligne de peinture est nécessaire pour réaliser les travaux de</p>

mise en conformité restant. Comme précédemment, l'arrêt annuel sera utilisé à cette fin.

L'exploitant dispose d'un détecteur de gaz par cabine de peinture. Chaque détecteur est relié à l'automate de sécurité qui est distinct de l'automate de conduite et dispose de 2 niveaux d'alarme avec asservissement sur les installations(15% et 25% LIE). Concrètement, au dépassement du 2nd seuil (=25 % de LIE), les opérations en cours sur la chaîne de peinture sont immédiatement arrêtées. Seule l'extraction vers l'oxydeur thermique (RTO) reste opérationnelle pour évacuer les vapeurs explosibles et les détruire par traitement thermique. Entre chaque cabine, les pièces transitent dans une étuve à 80°C. Si les pièces restent plus longtemps qu'en fonctionnement "normal" , elle ne seront pas altérées. On peut citer comme référence le temps de pause des équipes qui est de 20 minutes.

Lors de l'inspection du 28 novembre 2024, nous avons constaté que les détecteurs étaient effectivement contrôlés semestriellement et en place dans chaque cabine de peinture. Le dernier contrôle des détecteurs de gaz date du 27/9/24. Il répondent convenablement aux tests sur gaz étalon. C'est satisfaisant.

L'IIC a constaté que des arrêts de la ligne de peinture ont été enregistrés en septembre et novembre 2024 en raison du dépassement du seuil de 15% LIE. A ce seuil, la série en cours est fini mais il n'en est pas recommencé d'autre avant d'être repassé en dessous du seuil de 15% LIE. Interrogé sur les fréquents arrêts, l'exploitant estime que c'est lié à 2 facteurs:

- aux importantes cadences de production afin de finaliser les commandes avant la fermeture de fin d'année 2024. Exceptionnellement, le site fermera 2 semaines. Pour mémoire le site fonctionne du lundi au vendredi en 2x 8. Comme les jours fériés de décembre sont en milieu de semaine, il serait contre productif de travailler seulement 2 jours consécutifs.
- à la nature des fabrications. Il s'agit de série dont le nombre de couches appliquées est supérieure à la moyenne. Il y a donc plus de solvant dans l'air ambiant de la cabine concernée.

L'exploitant réalise un audit spécifique sur les liaisons équipotentielles et l'électricité statique. De plus mensuellement, il réalise un contrôle interne de plusieurs zones et équipements concernés par le risque de formation d'atmosphères explosives. Les contrôles sont réalisés dans le mois concernés. L'IIC a contrôlé les enregistrements de septembre et novembre 2024 (document : SM 401-01_Inventaire document audit ATEX). Il en ressort plusieurs anomalies majeures:

- les chiffres indiqués ne comportent pas d'unité ce qui rend impossible la validation par rapport à la valeur de référence (=résistance max admise 200ohms);
- des enregistrements sont incomplets alors que le contrôle mensuel a été validé;
- la nature du contrôle et son mode contrôle sont incompatibles (contrôle visuel d'étanchéité?);
- des valeurs chiffrées sont inscrites alors que c'est un contrôle visuel qui est demandé et inversement;
- des contrôles supplémentaires sont enregistrés sans commentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective: L'exploitant doit améliorer le document : SM 401-01_Inventaire document audit ATEX au regard des remarques formulées par l'IIC (unités, exhaustif, nature du contrôle explicite, contenu cohérent, utiliser le cadre des commentaires).

Non conformité: l'échéance pour le retour à la conformité a été fixée au 1/9/24 à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/5/23. Cette échéance n'est pas tenue. L'IIC

propose un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative de 50€/j à compter du 1/7/26.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des rapports annuels

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

C.-A l'exception de ceux intrinsèques aux équipements, les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des locaux à risques, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des locaux à risques par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

D.-Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Constats :

L'IIC a contrôlé les 2 derniers rapports de contrôles des installations électriques (2022 et 2023). Les anomalies identifiées sont quasiment toutes nouvelles. Celles restantes sont très anciennes et portent sur des transformateurs dont la technologie est désormais obsolète. Seuls le remplacement ou la mise à l'arrêt des transformateurs permettraient de lever les non conformités. Ce sera le cas pour l'un d'eux en 2025. Pour ce qui est des non conformités relevées, l'exploitant programme en hiérarchisant ses actions correctrices avec son électricien. L'exploitant s'approprie le rapport et organise le retour à la conformité du site. C'est satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions diffuses de solvant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs de solvants
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).
Constats : L'entreposage extérieur de solvants est alimenté manuellement par les opérateurs. Lors de l'inspection, nous avons senti une forte odeur de solvants au sein de cette zone solvants. Il s'avère que l'orifice de remplissage du cubitainer n'était pas fermé mais seulement recouvert d'un entonnoir. Des émissions diffuses de solvants étaient manifestement issues du cubitainer précité. Ce n'est pas satisfaisant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action correctrice:</u> L'exploitant doit limiter les émissions diffuses en solvants de ses installations, y compris dans les zones extérieures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois